1.2015	FR	Journal officiel de l'Union européenne	L 296
Section	II: Objet		
II.1) Étend	ue du marché		
II.1.1) Intit	ulé:		Numéro de référence: <sup>2</sup>
II.1.2) Code	e CPV principal:	[ ][ ].[ ][ ].[ ][ ].[ ][ ] Descripteur supplémentaire: 1.	נ זנ זנ זנ ז
II.1.3) Type	e de marché	Travaux O Services	
II.1.4) Desc	cription succinc	te:	
II.1.5) Vale Valeur hors	ur totale estime	Se <sup>2</sup> ] Monnaie: [ ][ ][ ]	
II.1.6) Info	rmation sur les	lots	
Il est possib	ole de soumettre e maximal de lot	c ○ oui ○ non des offres pour ○ tous les lots ○ nombre maximal de lots: [ s pouvant être attribués à un soumissionnaire: [ ] se réserve le droit d'attribuer des marchés combinant les lots ou g	
II.2) Descri	•		
		rienne de Wallis et Futuna	Lot nº: 2 2
	e(s) CPV additio	onnel(s) <sup>2</sup> ] . [ <b>4</b> ][ <b>1</b> ] . [ <b>0</b> ][ <b>0</b> ] . [ <b>0</b> ] [ <b>0</b> ] Descripteur supplémentaire: <sup>1, 2</sup> [ ][	11. 11. 1
	d'exécution	1.[4][1].[0][0].[0][0] Descripted supplementane[ ][	1r 1r 1
	: 1 [ ] [ ] [ ] [	] [ ] Lieu principal d'exécution: Wallis (Wallis et Futuna)	
	cription des pre uantité des travai	ux ou services, ou indication des besoins et exigences) et retours par sen	
II.2.5) Critè	eres d'attributio	n minimum de deux minimum.	allers et retours par semaine. Appareils de 30 sièges
⊘ des ○ crit		sur la base des s dans les documents du marché sssous (les critères d'attribution devront être donnés par ordre décroissa	nt d'importance)
II.2.6) Vale	ur estimée		
Valeur hors	TV∧: [ <b>3M</b>	] Monnaie: [e ] [ ] par an sur cinq ans	
Durée en m	<mark>ée de la concess</mark> nois: [ <b>60</b> ] ou [ (jj/mm/aaaa) / F		eptembre 2018 et sont excutées jusqu'au 28 février
		s fonds de l'Union européenne	
	s'inscrit dans un <sub>l</sub> on du projet:	projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne(	)oui ⊗non

II.2.14) Informations complémentaires:

L 296/138 FR Journal officiel de l'Union européenne 12.11.2015 Section III: Renseignements d'ordre juridique, économique, financier et technique III.1) Conditions de participation III.1.1) Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession Transporteur aérien dûment autorisé. Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis: Certificat de transport aérien, III.1.2) Capacité économique et financière ☑ Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis: Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): 2 III.1.3) Capacité technique et professionnelle ☑ Critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis: Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s): 2 La participation est ouverte à tous les transporteurs aériens titulaires d'un certificat de transporteur aérien en cours de validité. Une copie du certificat de transporteur aérien du III.1.5) Informations sur les concessions réservées <sup>2</sup> candidat devra être jointe au dossier de candidature. 🔲 La concession est réservée à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées L'exécution de la concession est réservée dans le cadre de programmes d'emplois protégés La participation est ouverte, sur le lot 1 (liaison entre Wallis et Futuna), aux transporteurs aériens sans III.2) Conditions liées à la concession 2 conditions quant à la nationalité. Elle est ouverte, sur le III.2.1) Information relative à la profession (seulement pour les concessions de services) lot 2 (liaison entre l'aéroport de Wallis et l'aéroport de ☑ La prestation est réservée à une profession déterminée Nandi), seulement aux transporteurs français et aux Références des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables: transporteurs fidjiens, ecci en application de l'accord entre le Gouvernement de Fidji relatif aux servic III.2.2) Conditions d'exécution de la concession: aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà de ceux-ci, signé à Suva le 3 juin 1981. III.2.3) Informations sur le personnel responsable de l'exécution de la concession 💟 Obligation d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel affectés à l'exécution de la concession

## Section IV: Procédure

## IV.1) Description

IV.1.8) Information concernant l'accord sur les marchés publics (AMP) 16 Le marché est couvert par l'accord sur les marchés publics O oui O non Sans objet

## IV.2) Renseignements d'ordre administratif

IV.2.2) Date limite de remise des candidatures ou de réception des offres Heure locale: (hh:mm) 21 août 2017, 12h00, heure de Paris Date: (jj/mm/aaaa) IV.2.4) Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation: [ ][ ]¹ Français

Les candidatures seront accompagnées d'une note explicitant les capacités professionnelles et financières du candidat dans le domaine du transport aérien ainsi que ses références éventuelles en la matière. Cette note devra permettre d'apprécier la capacité du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers et préciser notamment:

- les moyens techniques dont le candidat dispose (en identifiant les types d'avions qu'il prévoit d'exploiter sur la liaison),
- les moyens humains dont le candidat dispose (et le cas échéant, les recrutements auxquels le candidat compte procéder pour exploiter la liaison) L'employeur retenu reprendra la totalité du personnel actuellement affecté à ce service (lot n° 1), sous réserve de l'acceptation des intéressés, dans les conditions de la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952 notamment les articles 46 et 51 bis. Cette clause doit être regardée comme une application volontaire de ces dispositions.

Si le certificat de transporteur aérien a été délivré par un Etat autre que la France, le soumissionnaire devra en outre préciser les éléments suivants: - la nationalité de la licence des pilotes, -le droit applicable aux contrats de travail, -le régime d'affiliation aux organismes de sécurité sociale,

- le cas échéant, les dispositions prises pour le respect des dispositions des articles L. 1261-2, L. 1262-1 à L. 1262-1, Et des articles R. 1261-1 à R. 1264-3 du code du travail relatif au détachement temporaire de salariés pour effectuer une pretation de services sur le territoire national (les salariés qui ont le centre de leur activité professionnelle dans une base d'exploitation, au sens de l'article R.330-2-1 du code de l'aviation civile, située en France ne sont pas en situation de détachement).